

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE MISE À JOUR

Guerre et technologie :  
l'économie mondiale prise  
dans des courants croisés

JUIL  
2026



## Guerre et technologie : l'économie mondiale prise dans des courants croisés

*La croissance mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2026 et à 3,4 % en 2027, en baisse par rapport à la moyenne de 3,5 % observée en 2024–25 et sans grand changement en termes cumulés par rapport aux prévisions de l'édition d'avril 2026 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Cette légère décélération s'explique par la compensation, en partie, des effets de la guerre au Moyen-Orient grâce à l'accélération de la dynamique du cycle technologique mondial, tirée par la demande et favorisée par les progrès et l'adoption de l'intelligence artificielle (IA). Les répercussions sur les pays varient considérablement en fonction de leur exposition à la guerre et de leur position dans la chaîne de valeur technologique. Les pays exportateurs d'énergie situés en dehors de la zone de conflit bénéficient de termes de l'échange favorables, tandis que les pays qui profitent de l'essor impulsé par les technologies enregistrent une activité plus soutenue, même lorsqu'ils sont importateurs d'énergie. En revanche, l'activité ralentit pour les importateurs d'énergie dont la participation à la chaîne de valeur technologique est limitée, un groupe auquel appartient un bon nombre de pays à faible revenu. L'inflation mondiale non corrigée devrait passer de 4,1 % en 2025 à 4,7 % en 2026, avant de redescendre à 3,9 % en 2027. Ces prévisions, légèrement revues à la hausse depuis avril, indiquent que la tendance à la désinflation observée depuis le début de l'année 2024 marque le pas.*

*Les risques sont plus équilibrés qu'en avril, mais les perspectives restent orientées à la baisse. L'éventualité d'une reprise du conflit au Moyen-Orient est fortement préoccupante et pourrait prolonger la volatilité des prix des produits de base, menacer davantage les chaînes d'approvisionnement, faire grimper les prix et peser sur les conditions financières. La fragmentation des échanges commerciaux pourrait s'accélérer, ce qui pourrait affecter la production et entraîner une hausse des prix. Les attentes nourries par le secteur technologique pourraient se corriger, ce qui viendrait ajouter aux risques de ralentissement, tandis que l'amoindrissement des marges de manœuvre pourrait amplifier ces risques. Les possibilités d'amélioration des perspectives sont liées à une normalisation plus rapide que prévu des marchés de l'énergie, à des investissements dans les technologies plus importants qu'attendu, à la relance d'une coopération durable visant à réduire les barrières commerciales, ainsi qu'à des réformes structurelles favorisant la croissance à moyen terme. Les priorités sont de rétablir la stabilité des prix, en s'appuyant sur une communication claire, l'indépendance des banques centrales et une surveillance financière rigoureuse, tout en reconstituant les réserves budgétaires et en recourant avec parcimonie aux instruments d'intervention budgétaire sous forme de mesures temporaires et ciblées qui préservent les signaux donnés par les prix. Il est nécessaire de mettre en œuvre des réformes structurelles afin de favoriser la sécurité énergétique, la préparation à l'IA et le rééquilibrage intérieur. Il convient également de renforcer la coopération internationale afin d'atténuer les tensions actuelles.*

### La dynamique de l'économie mondiale, soumise à des chocs opposés, reste inégale

Deux forces majeures, qui agissent dans des directions opposées et ont des effets asymétriques d'un pays à l'autre, influencent l'activité et les perspectives économiques mondiales. La première est le choc négatif sur l'offre provoqué par la guerre au Moyen-Orient. La seconde est le choc technologique positif actuel, qui se traduit par une accélération du cycle technologique mondial, en grande partie due aux progrès et au déploiement des outils d'IA.

Dans l'ensemble, l'économie mondiale a, jusqu'à présent, mieux résisté qu'on ne le craignait au *choc provoqué par la guerre*. Les fluctuations et les répercussions liées aux principaux canaux de transmission (prix des produits de base, anticipations d'inflation et conditions financières) ont été relativement limitées. Toutefois, cette transmission n'en est qu'à ses débuts — la réduction des stocks à des fins commerciales et stratégiques a permis d'atténuer temporairement les effets de la baisse des flux des ressources énergétiques, et des indicateurs prospectifs (tensions sur les chaînes d'approvisionnement, indices des

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

directeurs d'achats de l'industrie manufacturière) laissent entrevoir un ralentissement à venir — et certains pays sont mis à plus rude épreuve que d'autres.

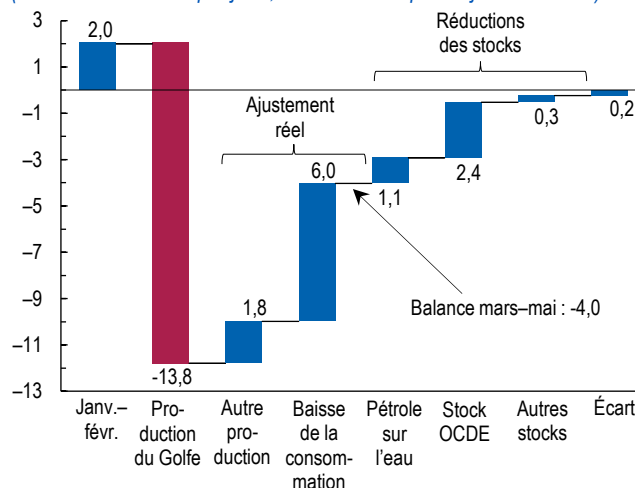
- Les cours des produits de base* restent élevés, mais les cessez-le-feu et le protocole d'accord conclu entre l'Iran et les États-Unis ont fait baisser les prix par rapport aux sommets atteints en avril 2026, en partie grâce à un réajustement des stocks visant à pallier ce qui est perçu comme des pénuries temporaires. Les prix de l'énergie sont d'environ 25 % supérieurs à ce qu'ils étaient avant la guerre. La courbe des contrats à terme sur le pétrole est en déport (les prix au comptant sont supérieurs aux prix à terme) jusqu'à fin 2026 en raison des perturbations de l'offre et de l'augmentation du risque géopolitique. Néanmoins, cette courbe indique un indice du cours moyen du pétrole au comptant (indice APSP) de 78 dollars le baril pour 2026, contre 82 dollars le baril selon les prévisions de référence de l'édition d'avril 2026 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) et 100 dollars le baril dans le scénario défavorable élaboré en avril. La

hausse relativement modérée des cours mondiaux du pétrole témoigne du fait qu'une partie de la baisse des flux pétroliers transitant par le détroit d'Ormuz a été compensée par des prélèvements sur les stocks, ce qui a limité la nécessité d'un ajustement de la consommation et de la production de pétrole au moyen des prix (graphique 1). Toutefois, la situation globale masque des disparités flagrantes entre les pays : même si les marchés pétroliers sont interconnectés à l'échelle mondiale et suivent en général les indices de référence, tels que le Brent, le Dubaï et le West Texas Intermediate, les pays paient habituellement des prix différents à l'importation, en fonction du type de pétrole, de la distance géographique par rapport à la source, de leur capacité à conclure des accords à long terme avec les autres États et des sanctions en vigueur ; en outre, la répercussion de ces prix sur les prix de détail de l'essence varie en fonction des taxes, des subventions et de la réglementation des marchés. Ces nombreux facteurs expliquent pourquoi, depuis le début de la guerre, les prix de l'essence à la pompe ont augmenté de 30 % dans les pays émergents d'Asie et seulement de 15 % en Amérique latine. Le marché du gaz naturel tend à être moins interconnecté mondialement, comme en témoigne la hausse des prix du gaz naturel liquéfié d'environ 50 % en Asie et de 25 % en Europe depuis le début de la guerre, alors qu'aux États-Unis, les prix Henry Hub n'ont augmenté que d'environ 10 %.

- L'inflation et les *anticipations d'inflation* sont en hausse, mais rares sont les signes de désancrage pour l'instant. Sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie, l'inflation non corrigée à l'échelle mondiale a augmenté pour un troisième mois consécutif en glissement annuel en mai, mettant fin à la tendance à la baisse observée depuis début 2024. L'inflation globale séquentielle a bondi de près de 4 points de pourcentage entre février et avril (taux annualisé corrigé des variations saisonnières), alors même que

**Graphique 1. La balance pétrolière mondiale s'adapte au manque de pétrole dû à la guerre**

(En millions de barils par jour ; mars-mai comparé à janvier-février)



Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE), *Oil Market Report* ; calculs des services du FMI.

Note : « Écart » dénote les erreurs de mesure et d'estimation. La première barre, « Janv.-févr. », indique que durant ces mois, la production était en moyenne supérieure de 2 millions de barils par jour à la consommation. Les facteurs saisonniers sont pris en compte dans les estimations des variations. Certaines données sont préliminaires et sont susceptibles de changer.

OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques.

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

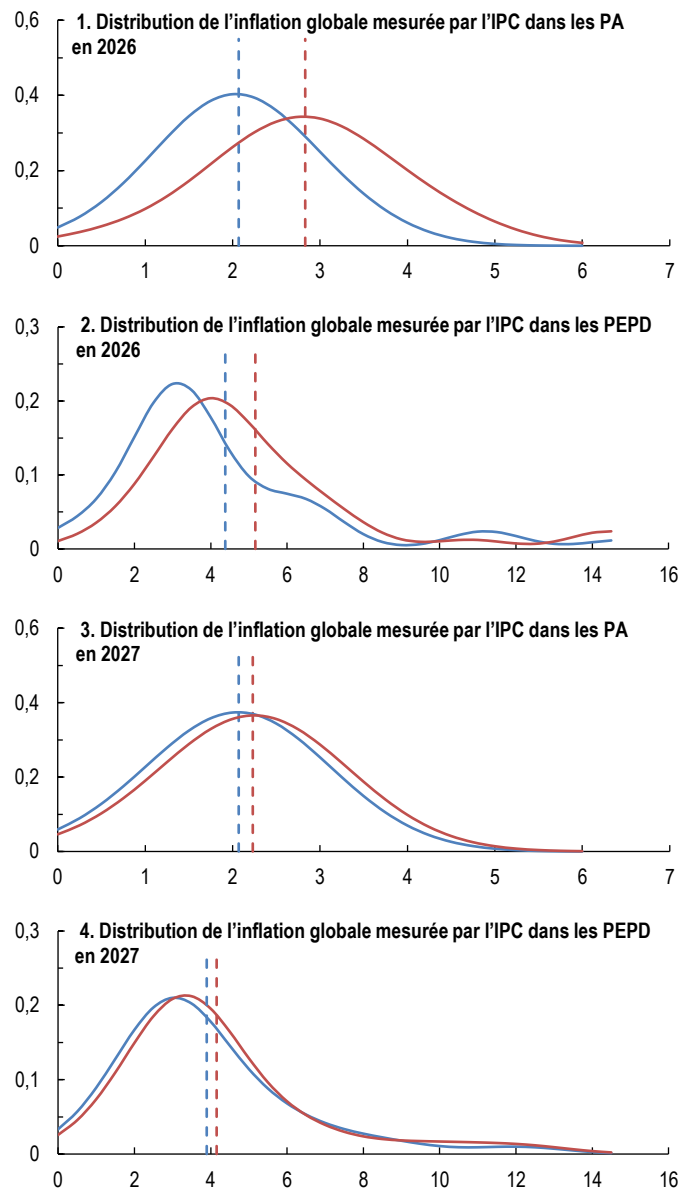
L'inflation hors alimentation et énergie est restée relativement stable à ce jour dans la plupart des pays. L'écart entre l'inflation globale et l'inflation hors alimentation et énergie s'est creusé dans les pays où la marge de manœuvre était plus importante, et s'est réduit dans ceux qui ont mis en place des mesures visant à plafonner les prix des carburants. Les prix élevés de l'énergie et la hausse de l'inflation globale ont alimenté les anticipations d'inflation pour 2026 dans tous les pays, tandis que celles pour 2027 ont beaucoup moins évolué (graphique 2). Les écarts entre les pays sont toutefois considérables et, dans certains cas, les anticipations des ménages ont davantage réagi.

- *Les conditions financières mondiales* se sont assouplies depuis les pics de restriction atteints début avril et restent accommodantes par rapport aux normes historiques (encadré 1). Cette tendance à l'assouplissement s'est accompagnée d'accès de volatilité, et les marchés anticipent une hausse des taux directeurs nominaux en réponse à la réapparition de pressions inflationnistes. Ce facteur, combiné à d'autres, a entraîné une hausse des rendements des titres souverains à long terme, là encore avec des variations d'un pays à l'autre.

Dans le sillage de ces évolutions, la *croissance mondiale* au premier trimestre 2026 s'est avérée plus forte que prévu, passant de 3,8 % au quatrième trimestre 2025 à 3,0 % en glissement trimestriel annualisé, au lieu des 2,7 % prévus dans l'édition d'avril 2026 des PEM. Cette tendance s'explique en partie par l'augmentation constante de la part des énergies renouvelables dans la production énergétique mondiale et par le fait que de nombreux pays sont plus économes en énergie qu'ils ne l'étaient il y a encore quelques années (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2025 des PEM), ce qui leur confère une meilleure résilience que prévu face à la hausse des prix énergétiques. Les mesures de soutien budgétaire et la vigueur de la demande intérieure dans certains pays ont également joué leur rôle.

Toutefois, les bonnes surprises ont surtout concerné quelques pays bien intégrés dans la *chaîne de valeur technologique mondiale*, même si certains d'entre eux ont aussi été touchés par les perturbations des marchés des produits de base liées à la guerre : ainsi, les quatre principaux exportateurs nets de matériel lié à l'IA (la province chinoise de Taiwan, la Corée, la Thaïlande et la Malaisie) ont affiché une hausse inattendue

**Graphique 2. Les anticipations d'inflation augmentent, mais surtout à court terme**  
(Densité)



Sources : Consensus Economics ; calculs des services du FMI.

Note : Les lignes verticales en tiret représentent la moyenne simple des différents pays par génération de données. L'échantillon comprend 34 PA et 33 PEPD dans les prévisions « Consensus Forecast ». IPC = indice des prix à la consommation ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

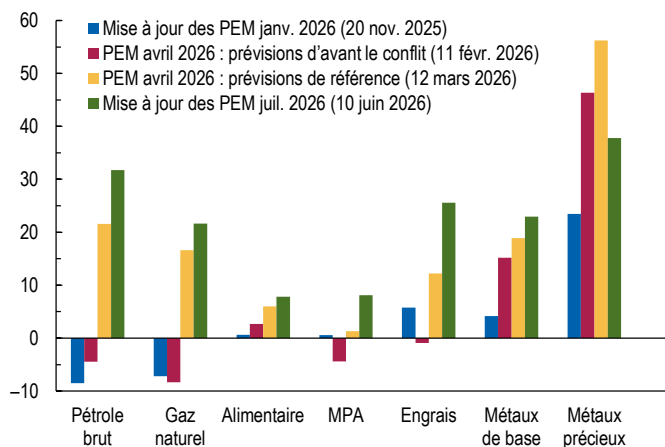
de la croissance moyenne annualisée et corrigée des variations saisonnières de 4,4 points de pourcentage, tandis que celle des autres pays du monde s'élevait à -0,3 point de pourcentage. Malgré sa forte dépendance vis-à-vis des importations d'énergie en provenance du Moyen-Orient, la Corée a dépassé les attentes et enregistré un taux de croissance de 7,5 %, soit plus de quatre fois celui prévu en avril (1,8 %), grâce principalement à l'essor des exportations de semi-conducteurs et de matériel dédié à l'intelligence artificielle. L'économie chinoise a connu une expansion plus rapide que prévu, à 8,1 % (selon les estimations corrigées des variations saisonnières établies par les services du FMI), portée par des investissements publics dans les infrastructures concentrés en début de période et par une forte progression de l'industrie manufacturière de haute technologie et des exportations, alors même que la consommation intérieure restait atone. La croissance économique a atteint 1,8 % au Japon, dépassant là encore les prévisions, grâce à une forte contribution des échanges nets et des exportations, ainsi qu'à une reprise de la consommation privée. En Allemagne, le PIB a progressé de 1,4 %, soit le double des prévisions de 0,7 % établies dans l'édition d'avril 2026 des PEM, sous l'effet des exportations nettes. Aux États-Unis, le PIB a augmenté à un taux annualisé de 2,1 % au premier trimestre 2026, ce qui est inférieur aux 2,5 % prévus en avril, mais reste néanmoins un rythme soutenu. L'investissement des entreprises dans les équipements et les produits de la propriété intellectuelle a constitué un puissant moteur de croissance face à la forte hausse des importations et au ralentissement des dépenses de consommation. Cet investissement s'est ajouté au rebond des dépenses publiques par rapport au trimestre précédent, après la fin de la paralysie de l'administration fédérale.

### Les perspectives varient en fonction de l'exposition à la guerre et à la chaîne de valeur technologique

Les projections des services du FMI reposent sur l'hypothèse d'une réouverture du détroit d'Ormuz à la mi-juillet et du rétablissement global des conditions qui prévalaient avant la guerre d'ici mars 2027. Dans l'ensemble, les pénuries graves seraient évitées grâce à de nouveaux prélèvements sur les stocks. Ces pénuries devraient toutefois survenir dans certains pays émergents et pays en développement qui ne disposent pas de stocks et sont confrontés à une forte concurrence de la part de leurs homologues plus riches pour l'accès aux cargaisons disponibles. Les projections des cours des produits de base reposent sur les prix du marché au 10 juin, ce qui correspond à l'hypothèse retenue concernant la durée de la guerre.

- Les prix de l'énergie devraient rester plus élevés qu'avant la guerre : l'indice des prix pétroliers APSP devrait s'établir à 89 dollars le baril, soit 9 % de plus que le niveau retenu dans les prévisions de référence des PEM d'avril 2026. Les cours du gaz naturel (calculés sur la base des contrats à terme de la Dutch Title Transfer Facility) devraient atteindre 15 dollars, soit 5 % de plus que le prix annoncé dans les prévisions de référence d'avril. La hausse serait ainsi de 32 % pour le pétrole brut et de 22 % pour le gaz naturel en 2026 par rapport à 2025 (graphique 3). Les prix des engrais devraient augmenter de 26 %. Compte tenu de la hausse des coûts de l'énergie et des engrais, ainsi que de l'augmentation des frais de transport, les

**Graphique 3. Les hypothèses sur les cours des produits de base sont revues à la hausse**  
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres illustrent les taux de croissance de différents produits de base en 2026 par rapport aux années antérieures à différents moments. MPA = matières premières agricoles ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

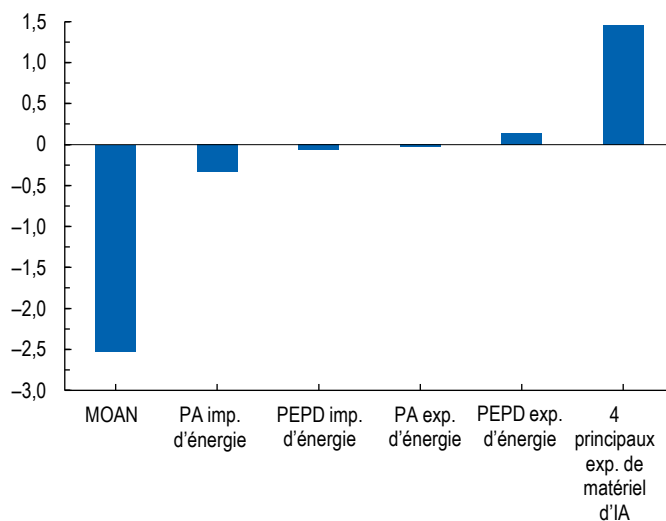
## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

denrées alimentaires devraient connaître un renchérissement de 8 %. Les prix payés pour les produits de base dans différents pays peuvent s'écarter des références mondiales.

- La politique monétaire devrait être moins accommodante, compte tenu des pressions inflationnistes manifestes et d'un ralentissement relativement modéré de l'activité. Dans la zone euro et aux États-Unis, les taux directeurs devraient rester globalement stables en termes réels *ex ante*, tandis qu'au Japon, le taux directeur devrait tendre progressivement vers un niveau neutre. La politique budgétaire menée par les pays avancés devrait être globalement neutre en 2026, avant de se resserrer par la suite. On s'attend à un durcissement progressif de la politique budgétaire dans les pays émergents et les pays en développement. Les politiques commerciales actuelles, y compris les mesures présentées comme temporaires, sont supposées être maintenues tout au long de l'horizon de prévision. Les droits de douane effectifs des États-Unis sur lesquels reposent les prévisions, ainsi que les droits de douane effectifs appliqués par le reste du monde aux importations en provenance des États-Unis, sont globalement identiques à ceux figurant dans l'édition d'avril 2026 des PEM.
- On suppose que l'incertitude qui entoure les politiques économiques restera élevée tout au long de 2027. Le cycle technologique mondial porté par l'intelligence artificielle est supposé ralentir, et il n'y a pas de facteur exogène susceptible de stimuler la croissance de la productivité.

Sur la base de ces hypothèses, la *croissance mondiale* devrait ralentir à 3,0 % en 2026, avant de remonter à 3,4 % en 2027 (tableau 1 et tableau 1 de l'annexe). Même si la situation dans son ensemble reste globalement inchangée par rapport aux prévisions établies en avril 2026 dans les PEM, elle masque d'importantes disparités entre les pays : les perspectives s'améliorent pour certains exportateurs d'énergie et certains pays étroitement intégrés à la chaîne de valeur technologique mondiale — y compris ceux dont les besoins énergétiques dépendent du détroit d'Ormuz —, tandis qu'elles sont revues à la baisse pour les importateurs de produits de base qui ne sont pas en mesure de tirer pleinement parti de l'activité générée par l'IA (graphique 4). La croissance du volume du commerce mondial devrait connaître un ralentissement marqué, passant de 5,0 % en 2025 à 3,5 % en 2026, avant de remonter à 4,3 % en 2027. Ces dynamiques tiennent aux comportements d'anticipation et à l'effet de frein des droits de douane, ainsi qu'à l'ajustement progressif des liens commerciaux et des chaînes de production, notamment par la réorientation et le réacheminement des échanges commerciaux, ainsi que par la croissance vigoureuse des flux commerciaux liés aux technologies.

**Graphique 4. Les révisions de la croissance varient en fonction de l'exposition à la guerre et du cycle technologique**  
(En points de pourcentage ; révisions des prévisions de croissance 2026–27 sur une base cumulée, mise à jour des PEM de juillet 2026 moins mise à jour des PEM de janvier 2026)



Sources : Trade Data Monitor ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres illustrent les moyennes des groupes pondérées par les parités de pouvoir d'achat de la révision de la croissance de chaque pays sur une base cumulée. L'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Iraq, le Koweït et le Qatar font partie de la région MOAN (Moyen-Orient et Afrique du Nord), mais pas des « PEPD exportateurs d'énergie ». Les pays exportateurs et importateurs d'énergie sont classés à partir des données de 2024 sur le commerce de pétrole, de gaz naturel et de charbon. Les 4 principaux exportateurs de matériel d'IA sont la Corée, la Malaisie, la Province chinoise de Taïwan et la Thaïlande. Les exportations de matériel d'IA comprennent celles correspondant aux codes du système harmonisé suivants : 847150, 847170, 847180, 847330, 848610, 848620, 848630, 848640, 848690, 854231 et 854232. Exp. = exportateurs ; IA = intelligence artificielle ; imp. = importateurs ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Dans les *pays avancés*, on prévoit une croissance de 1,7 % en 2026 et de 1,8 % en 2027. Des disparités subsistent au sein de ce groupe : les exportateurs nets d'énergie bénéficient en partie d'effets positifs sur les termes de l'échange, tandis que les importateurs nets d'énergie subissent un frein plus marqué dû à la hausse des prix énergétiques, sauf s'ils peuvent tirer parti des activités liées aux technologies. Aux *États-Unis*, la croissance devrait s'établir à 2,3 % en 2026 et 2,2 % en 2027, soit des chiffres pratiquement inchangés par rapport aux prévisions du mois d'avril. L'activité est soutenue par la politique budgétaire, des conditions financières accommodantes, ainsi que par la poursuite des investissements des entreprises dans les technologies et la vigueur de la productivité. Les répercussions de la guerre sont limitées, compte tenu du statut d'exportateur net d'énergie du pays. Dans la *zone euro*, les prévisions de croissance sont de 0,9 % en 2026 et 1,2 % en 2027. Les prévisions pour 2026 sont inférieures de 0,2 point de pourcentage à celles figurant dans l'édition d'avril des PEM. Elles reflètent un important report négatif de résultats du premier trimestre, principalement imputable à l'Irlande, mais aussi révélateur d'un ralentissement de la dynamique ailleurs, ainsi que l'effet de frein exercé par la hausse des prix de l'énergie — malgré certaines mesures budgétaires d'amortissement — et la faiblesse de la confiance des consommateurs. Au *Royaume-Uni*, la croissance devrait reculer à 1,0 % en 2026 avant de remonter à 1,3 % en 2027, à mesure que le choc énergétique s'estompera. La croissance au *Japan* devrait ralentir jusqu'à 0,6 % en 2026, les mesures de soutien budgétaire atténuant en partie les effets du renchérissement de l'énergie, puis se redresser légèrement pour atteindre 0,7 % en 2027 avec la dissipation du choc énergétique. En *Corée*, la croissance devrait atteindre 2,6 % en 2026 et 2,5 % en 2027, portée par une forte demande extérieure de semi-conducteurs, qui compense largement les conséquences négatives de la guerre. Au *Canada*, la croissance devrait diminuer à 1,1 % en 2026, puis progresser à 1,7 % en 2027, le ralentissement de la croissance démographique, la faiblesse de l'investissement et l'incertitude autour des échanges commerciaux n'étant qu'en partie compensés par les améliorations des termes de l'échange et une consommation qui demeure résiliente. Un regain de la croissance en 2027 passera par une mise en œuvre efficace des mesures économiques et par un raffermissement des réactions des investisseurs privés.

Dans les *pays émergents et les pays en développement*, la croissance devrait ralentir pour s'établir à 3,8 % en 2026, avant de remonter à 4,5 % en 2027. Ces révisions sont hétérogènes et témoignent des disparités en matière de dépendance vis-à-vis des produits de base, d'exposition géographique, d'envois de fonds et de recettes touristiques, de degré de sensibilité aux conditions financières, ainsi que de la place occupée dans la chaîne de valeur technologique mondiale. La croissance de la *Chine* en 2026 devrait tomber à 4,6 %, car la hausse des cours mondiaux du pétrole, conjuguée à une incertitude persistante et à des vents contraires structurels, devrait peser sur l'activité. L'*Inde* figure toujours parmi les grandes puissances économiques qui connaissent la croissance la plus rapide, celle-ci étant attendue à 6,4 %, soutenue par une forte dynamique de la consommation privée et de l'activité dans le secteur des services. En *Malaisie*, l'économie devrait connaître une croissance de 4,7 % en 2026, grâce à l'activité liée aux centres de données et à la phase ascendante du cycle technologique mondial. La croissance de la *Thaïlande* en 2026 est aussi révisée à la hausse de 0,4 point de pourcentage pour 2026, à 1,9 %, grâce aux mesures budgétaires d'urgence et au soutien supplémentaire apporté par la vigueur des exportations et des investissements liés aux technologies. Au *Viet Nam*, la croissance pour 2026 devrait augmenter de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 7,5 %, grâce à des exportations de technologies plus importantes que prévu, qui viennent s'ajouter à une demande intérieure solide. En revanche, les petits États insulaires en développement devraient connaître une croissance plus lente en raison de la hausse des coûts énergétiques, du ralentissement du tourisme et de la baisse des transferts de fonds.

Au *Moyen-Orient et en Asie centrale*, la croissance devrait chuter brutalement à 0,7 % en 2026, avant de rebondir à 6,5 % en 2027. Les prévisions sont revues à la baisse de 1,2 point de pourcentage pour 2026 et à la hausse de 1,9 point de pourcentage pour 2027, ce qui tient compte d'une fermeture plus longue du

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

détroit d'Ormuz par rapport aux hypothèses retenues dans l'édition d'avril des PEM, ainsi que du rebond plus marqué qui en résulterait. L'*Iraq*, le *Koweït* et le *Qatar*, qui sont les pays producteurs de produits de base les plus touchés par les perturbations de la production et du transport énergétiques, devraient connaître une forte contraction de leur économie en 2026, suivie d'une croissance à deux chiffres en 2027. L'*Arabie saoudite*, qui dispose de voies d'exportation plus diversifiées, est un peu moins touchée, avec des prévisions de croissance de 1,7 % en 2026 et de 5,5 % en 2027. En *Iran*, la croissance pour 2026 est révisée à la hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril, pour s'établir à – 5,4 %, ce qui témoigne d'exportations pétrolières plus importantes en mars et avril ainsi que de l'assouplissement partiel des restrictions sur les exportations du pays ; la croissance est en revanche révisée à la baisse de 0,3 point de pourcentage pour 2027, en raison d'une contraction moins marquée l'année précédente. Les importateurs de produits de base du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord devraient conserver une certaine résilience face au choc négatif sur les termes de l'échange provoqué par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, tandis que les pays du Caucase et d'Asie centrale continuent de bénéficier de facteurs favorables à la croissance.

La croissance en *Afrique subsaharienne* devrait rester globalement stable, à 4,3 % en 2026, même si ce chiffre masque des écarts importants entre les pays, reflétant les différences en matière de marge de manœuvre des pouvoirs publics, de mise en œuvre des réformes et d'exposition aux chocs extérieurs. Les pays importateurs de pétrole et pauvres en ressources naturelles sont davantage touchés par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, tandis que certaines grandes économies continuent de bénéficier des efforts de stabilisation et de réforme menés précédemment, même si elles sont largement en marge de l'essor technologique mondial porté par l'IA et doivent faire face à des difficultés liées à la baisse de l'aide publique au développement. Le *Nigeria* bénéficie d'une meilleure stabilité macroéconomique et d'effets positifs sur les termes de l'échange, même si la hausse des prix des produits de première nécessité devrait aggraver la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les perspectives de croissance de l'*Afrique du Sud* devraient rester stables à court terme et continuer à s'améliorer grâce au renforcement des cadres d'action publique et à la poursuite des réformes structurelles. Dans le reste de la région, la croissance devrait ralentir sensiblement, passant de 5,6 % en 2025 à 5,2 % en 2026 et 2027.

En *Amérique latine et aux Caraïbes*, la croissance devrait rester stable à 2,4 % en 2026, puis augmenter légèrement pour atteindre 2,7 % en 2027, avec des évolutions variables d'un pays à l'autre. La croissance au *Brsil* devrait rester solide en 2026, mais ralentir quelque peu l'année suivante. Au *Mexique*, la croissance devrait connaître une accélération modérée grâce à des politiques nationales moins restrictives, mais les incertitudes continueront de freiner l'activité.

Dans *les pays émergents et les pays en développement d'Europe*, la croissance devrait rester modeste, à environ 2,0 %. L'augmentation des recettes issues des exportations, en partie attribuable à la hausse des prix des produits de base, apporte un soutien partiel à l'économie de la *Russie*, dont le taux de croissance est maintenu à 1,1 %. Les perspectives sont en revanche moins favorables pour les pays à forte intensité énergétique et ceux qui dépendent des importations de combustibles fossiles, même si les vents contraires alimentés par la hausse des prix de l'énergie sont en partie compensés par les facteurs favorables liés à l'augmentation des dépenses de défense.

La décre constante de *l'inflation mondiale* devrait marquer une pause. L'inflation globale devrait passer de 4,1 % en 2025 à 4,7 % en 2026, avant de redescendre à 3,9 % en 2027, la hausse prévue pour 2026 étant principalement due à l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Par rapport à l'édition d'avril 2026 des PEM, les prévisions pour 2026 sont revues à la hausse de 0,3 point de pourcentage, et celles pour 2027 de 0,2 point de pourcentage. La dynamique de l'inflation devrait rester inégale d'un pays à l'autre, en raison des différences dans la répercussion des variations de taux de change,

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

de la persistance de l'inflation des prix des services, de la situation du marché de l'emploi et de l'importance croissante des facteurs propres à chaque pays. L'inflation hors alimentation et énergie ne devrait revenir que progressivement à son niveau cible dans plusieurs grandes puissances économiques : d'ici mi-2027 au Royaume-Uni, d'ici fin 2027 au Japon et aux États-Unis, et pas avant 2028 dans la zone euro. En Chine, le taux d'inflation, encore faible, devrait grimper.

### **Les risques sont plus équilibrés qu'en avril, mais les perspectives restent orientées à la baisse**

Le risque le plus immédiat pesant sur les prévisions de base tient à l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Une recrudescence des tensions géopolitiques nuirait à la croissance et aggraverait les pressions inflationnistes. Toutefois, si la réouverture du détroit d'Ormuz se déroule plus facilement que prévu et si les cours des produits de base évoluent à la baisse par rapport au scénario de référence, la croissance pourrait être plus forte et l'inflation plus faible. L'activité pourrait aussi connaître une évolution plus favorable que prévu à court terme si les dépenses d'investissement liées à l'IA restaient exceptionnellement élevées ou si les conditions financières s'assouplissaient davantage, ce qui continuerait à tempérer les vents contraires liés aux tensions géopolitiques, à la fragmentation des échanges commerciaux et à la faiblesse des marges de manœuvre. Cependant, l'engouement pour l'IA et l'exubérance des marchés financiers pourraient, dans le même temps, engendrer une instabilité macrofinancière.

Une reprise du conflit entraînerait une nouvelle hausse des cours des produits de base, ainsi qu'une volatilité prolongée, des pénuries d'approvisionnement et des tensions sur les taux de change. La hausse modérée des prix du pétrole et son effet limité sur l'activité s'expliquent par les prélèvements sur les stocks, qui se rapprochent désormais de leurs plus bas niveaux depuis plusieurs années et pourraient atteindre des niveaux critiques si les perturbations de l'approvisionnement devaient persister ou si la thésaurisation s'intensifiait. Même si les stocks ne sont pas épuisés, si le choc est perçu comme susceptible de se reproduire ou de s'inscrire dans la durée, la volonté de l'absorber par des prélèvements pourrait s'affaiblir, ce qui pourrait entraîner une évolution non linéaire des prix. Les mesures prises par certains pays pour garantir leur approvisionnement national et reconstituer leurs stocks pourraient accentuer davantage les pressions sur les prix à l'échelle mondiale. L'insécurité alimentaire pourrait s'aggraver considérablement si les perturbations sur les marchés des engrais et de l'énergie s'intensifiaient ou perduraient, en particulier dans les pays à faible revenu d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne, dont l'approvisionnement alimentaire repose en grande partie sur des petits exploitants agricoles qui ne sont pas en mesure d'être plus compétitifs que leurs concurrents issus de pays plus riches.

Dans les pays disposant de réserves limitées et dont la marge de manœuvre est restreinte, ces dynamiques pourraient amplifier les déséquilibres extérieurs et accroître le risque de tensions sur la balance des paiements. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie pourrait accentuer le risque de troubles sociaux et d'instabilité politique intérieure, en particulier dans les pays vulnérables d'Afrique subsaharienne ou dans ceux où des élections sont prévues prochainement. Parallèlement, une aversion accrue pour le risque à l'échelle mondiale et des frictions plus marquées dans les transactions financières transfrontalières pourraient entraîner des sorties de capitaux et une réévaluation brutale des actifs dans les pays émergents dont les paramètres économiques fondamentaux sont plus fragiles. Alors que les tensions géopolitiques sont toujours vives au-delà du Moyen-Orient, une augmentation des dépenses militaires pourrait, dans certains cas, soutenir temporairement la demande globale, mais elle détournerait aussi les ressources d'utilisations plus productives (chapitre 2 de l'édition d'avril 2026 des PEM). Si les tensions devaient dégénérer en guerre ouverte, les pertes humaines et matérielles qui en résulteraient

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

l'emporteraient sur les effets, même de courte durée, sur la demande (chapitre 3 de l'édition d'avril 2026 des PEM).

Les tensions commerciales pourraient resurgir, surtout si le détournement ou le déséquilibre des échanges pousse un plus grand nombre de pays à relever leurs droits de douane et à mettre en place des restrictions non tarifaires, ce qui pèserait sur la croissance. Les dispositions visant les secteurs en amont ou les intrants intermédiaires essentiels pourraient créer des goulets d'étranglement au niveau de l'offre et avoir des effets disproportionnés sur la production et les prix. Des mesures de rétorsion accentueraient ces coûts et pourraient perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales.

L'affaiblissement des marges de manœuvre pourrait agir comme un mécanisme d'amplification. Alors que les appels se multiplient en faveur d'une utilisation des ressources budgétaires pour atténuer les effets directs des chocs défavorables actuels et relever les défis structurels, le niveau élevé de la dette publique dans plusieurs grandes puissances économiques expose les marchés souverains à une remise en question de la viabilité budgétaire, en particulier si d'autres chocs négatifs se produisaient simultanément. Toute réévaluation des prix qui en résulterait pourrait entraîner une hausse des rendements des obligations souveraines, un durcissement des conditions financières mondiales et une intensification des pressions liées au refinancement, en particulier dans les pays en développement fortement endettés. Pour bon nombre de pays à faible revenu, la baisse de l'aide publique au développement pourrait compliquer davantage l'assainissement budgétaire nécessaire pour rétablir la confiance des marchés et limiter la hausse des rendements, ce qui affaiblirait les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale face à des menaces imminentes, telles que la maladie à virus Ebola, une urgence de santé publique de portée internationale, et la forte probabilité d'événements météorologiques extrêmes liés à un phénomène El Niño d'une intensité exceptionnelle. Face à la résurgence des pressions inflationnistes, toute perception de pression politique exercée sur les banques centrales indépendantes et d'autres institutions économiques pourrait affaiblir la crédibilité de la politique monétaire et désancrer les anticipations d'inflation, ce qui obligerait à maintenir plus longtemps une politique monétaire restrictive afin de rétablir la confiance. Le renchérissement des primes d'échéance, le niveau toujours élevé des coûts de financement et les sorties de capitaux pèseraient alors sur l'activité, en particulier dans les pays que les marchés considèrent déjà comme vulnérables.

Les risques liés à l'autre force majeure qui influe sur les perspectives, à savoir le choc technologique positif, présentent deux facettes bien distinctes. D'une part, si la récente poussée des investissements liés à l'IA devait se traduire plus rapidement par un déploiement à grande échelle et des gains d'efficacité, la croissance à moyen terme pourrait s'accélérer. Les gains seraient probablement plus importants et plus durables s'ils s'accompagnaient de mesures visant à réduire les contraintes en matière d'énergie et d'infrastructures, à améliorer l'accès aux intrants essentiels et à faciliter la réaffectation de la main-d'œuvre entre les différents secteurs. Les pays à faible revenu devraient aussi, pour obtenir ces avantages, combler leurs lacunes en matière d'approvisionnement en électricité, d'infrastructures numériques et de compétences. D'autre part, les attentes concernant la rentabilité et les gains de productivité liés à l'IA pourraient être revues à la baisse. Dans un tel scénario, les investissements dans les secteurs à forte intensité technologique pourraient se contracter brusquement et les valorisations boursières excessives, en particulier dans les pays exportateurs d'IA et sur les marchés où les entreprises technologiques sont très présentes, pourraient subir une forte correction. Une telle réévaluation pourrait être amplifiée par une sensibilité accrue au risque chez les investisseurs exposés au secteur de l'IA et risquerait de peser sur la consommation privée par le biais d'effets de richesse. Elle pourrait aussi se propager au-delà des frontières à travers les liens commerciaux, les expositions transfrontalières de portefeuille et les ajustements des flux de capitaux. Plus largement, cela pourrait se traduire par un resserrement des conditions financières mondiales, des pressions sur les bilans et un ralentissement de l'activité qui

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

s'étendrait au-delà du secteur technologique. De plus, l'IA pourrait aggraver les cyberrisques pesant sur les infrastructures numériques, ce qui pourrait perturber l'intermédiation financière et les systèmes de paiement et ébranler la confiance de manière plus générale.

La croissance mondiale pourrait dépasser le niveau du scénario de référence si des progrès concrets étaient réalisés dans le cadre des négociations internationales et des programmes d'action nationaux. Des accords de paix durables pourraient permettre de rétablir rapidement les voies commerciales et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Grâce à des accords commerciaux, les droits de douane pourraient être réduits et les investissements qui ont été reportés en raison d'un contexte extérieur incertain pourraient reprendre. Les gains seraient encore plus importants si la coopération dépassait les seuls droits de douane sur les marchandises pour englober les services et l'investissement direct étranger. Par ailleurs, les défis liés à la fragmentation et aux facteurs démographiques, associés à l'éventualité de changements technologiques aux effets transformateurs, pourraient donner un élan à des réformes structurelles attendues depuis longtemps.

### Les défis actuels exigent des mesures agiles et crédibles

La guerre oblige les décideurs à faire des arbitrages délicats entre contenir l'inflation, soutenir l'activité économique et protéger les ménages vulnérables. Dans le même temps, la forte activité portée par l'IA exerce une pression à la hausse supplémentaire sur les prix, mais soutient la consommation à court terme, tout en exposant le système financier à un risque accru d'instabilité. La mission des pouvoirs publics consiste à gérer les répercussions immédiates des chocs actuels tout en renforçant la résilience face aux différentes façons dont ces chocs, ainsi que ceux à venir, pourraient se manifester. Les mesures devraient être adaptées à chaque pays, en tenant compte des différences en matière de dynamique de l'inflation, de marge de manœuvre budgétaire et de facteurs de vulnérabilité financière, tout en s'appuyant sur une coopération internationale renouvelée.

La politique monétaire devrait rester axée sur la préservation de la stabilité des prix. Les réponses adéquates dépendent des effets variables, d'un pays à l'autre, de la hausse des prix des produits de base, ainsi que de la demande tirée par les technologies et des répercussions sur les anticipations d'inflation. Lorsque des pressions inflationnistes sont perceptibles, mais jugées temporaires, et que les anticipations d'inflation restent ancrées, les banques centrales devraient maintenir les taux réels globalement constants sur un horizon raisonnable, ce qui pourrait nécessiter une hausse des taux directeurs nominaux. Si la hausse de l'inflation s'accompagne d'une accentuation des pressions sur la demande due à l'essor impulsé par les technologies, les banques centrales pourraient être amenées à prendre des mesures supplémentaires pour éviter une surchauffe de l'économie. Dans les pays où l'inflation dépassait encore l'objectif au début de la guerre, la crédibilité est moindre, la transmission des variations de taux de change est plus forte ou les effets de second tour semblent plus probables, il pourrait être nécessaire de maintenir une politique monétaire plus restrictive plus longtemps, voire de la resserrer davantage, afin d'éviter un désancrage. Si des chocs négatifs sur la demande se produisaient, entraînant un ralentissement sensible de la croissance et un recul des pressions inflationnistes, un assouplissement pourrait être envisageable, mais il devrait rester conciliable avec le rétablissement de la stabilité des prix.

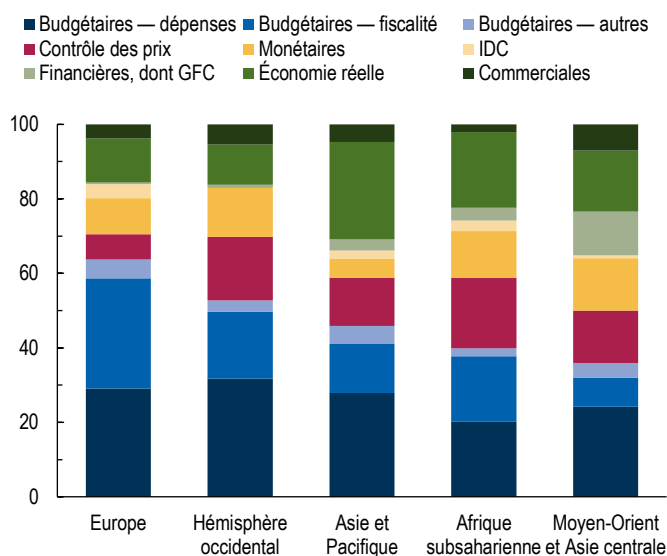
Dans un contexte marqué par une forte incertitude, la communication constitue un outil politique à part entière. Les banques centrales devraient indiquer clairement en quoi de nouvelles données modifient l'équilibre des risques. Il reste essentiel de préserver l'indépendance juridique et opérationnelle, en particulier lorsqu'une période d'inflation consécutive à la pandémie a déjà entamé la crédibilité. Il est nécessaire de mettre la politique monétaire à l'abri des pressions politiques et de la prééminence de la politique budgétaire afin de garantir le maintien, si nécessaire, d'un cadre restrictif jusqu'à ce que l'inflation revienne durablement sur la trajectoire visée.

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Il importe de continuer à assurer un ajustement ordonné et la stabilité financière face aux chocs importants actuels. Les pays ayant des objectifs d'inflation ou d'autres points d'ancrage nominaux devraient en général privilégier les taux de change, ceux-ci contribuant à absorber les chocs extérieurs et à préserver l'ajustement des prix relatifs. Cependant, en cas de désordre sur le marché et lorsque la dépréciation accentue les risques d'inflation ou les tensions sur le bilan, des interventions temporaires sur le marché des changes ou des mesures ciblées sur les mouvements de capitaux peuvent venir compléter l'arsenal de politiques macroéconomiques, comme le préconise le cadre stratégique intégré du FMI. Parallèlement, les banques centrales et les autorités de contrôle devraient renforcer la surveillance des expositions aux risques souverains, bancaires et non bancaires ; évaluer les risques de liquidité et de financement dans des scénarios défavorables ; et veiller à ce que les fonds propres, la liquidité et les volants de réserve restent adéquats afin de pouvoir être mobilisés en temps opportun si les conditions financières venaient à se détériorer brusquement et à déclencher des boucles de rétroaction macrofinancières.

De nombreux pays ont eu recours à des mesures budgétaires pour faire face à la guerre au Moyen-Orient (graphique 5). Les mesures de soutien budgétaire liées à l'énergie, en particulier celles engendrant des distorsions de prix, devraient être abandonnées à mesure que le choc perdra en intensité afin de ménager les réserves budgétaires. Plus globalement, la politique budgétaire devrait éviter les subventions, les allègements fiscaux et les contrôles des prix de grande ampleur, qui sont généralement mal ciblés, coûteux pour les finances publiques et difficiles à supprimer sur le plan politique. Si une aide est jugée nécessaire, elle doit être temporaire, étroitement ciblée en faveur des ménages vulnérables et s'inscrire dans un ensemble de mesures macroéconomiques compatibles avec la stabilité des prix. Les critères requis pour appuyer les entreprises devraient être stricts : toute aide devrait être destinée à des entreprises viables et à forte intensité énergétique, sous réserve d'améliorations de leur efficacité énergétique. Sauf dans des conditions très spécifiques, les mesures devraient préserver les signaux donnés par les prix et comporter des clauses de caducité automatique claires, des critères d'éligibilité transparents et des compensations bien identifiées, en particulier lorsque la marge de manœuvre budgétaire est limitée. En adoptant des réformes en amont pour mettre en place des mécanismes de transferts ciblés conformes à ces principes, les pays pourraient utiliser plus efficacement leurs ressources budgétaires limitées et se protéger des influences politiques et économiques. Les pays qui bénéficient des recettes exceptionnelles tirées

**Graphique 5. Les pays ont principalement recours à des mesures budgétaires**  
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres illustrent les réactions des pouvoirs publics à la guerre au Moyen-Orient depuis février, au 2 juin 2026, à partir de l'outil de suivi du FMI *Global Policy Tracker* ([www.imf.org/en/imf-global-policy-tracker](http://www.imf.org/en/imf-global-policy-tracker)). Cet outil suit neuf grandes catégories de mesures annoncées : fiscalité (par exemple, baisse des droits sur les combustibles, l'électricité, les transports ou l'alimentation) ; dépenses (subventions aux combustibles et à l'électricité ou transferts aux ménages ou aux entreprises, etc.) ; autres mesures budgétaires (garanties bancaires ou crédits nouveaux ou accrus) ; contrôle des prix (de l'alimentation, des combustibles, de l'électricité, de l'eau ou des transports) ; mesures monétaires (modification des taux d'intérêt ou des réserves obligatoires) ; IDC (achats ou ventes et accords de swaps) ; mesures financières (outils de GFC, soutien à la liquidité et autres mesures réglementaires) ; mesures commerciales (interdictions d'exporter ou contrôles à l'exportation sur les combustibles et d'autres produits) ; interventions sur l'économie réelle (mesures axées sur l'offre telles que la libération de réserves stratégiques et mesures axées sur la demande telles que les rationnements et la préservation, le télétravail et la réduction du travail hebdomadaire). GFC = gestion des flux de capitaux ; IDC = interventions de change.

## MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

des produits de base et de la phase ascendante du cycle technologique mondial devraient éviter les dépenses procycliques et épargner ou réaffecter ces gains dans le cadre d'une politique budgétaire crédible à moyen terme, fondée sur la viabilité de la dette.

Dans un contexte marqué par un endettement élevé, une hausse des coûts de l'emprunt et une incertitude accrue sur le plan extérieur, la reconstitution de la marge de manœuvre budgétaire reste essentielle. Un assainissement réaliste à moyen terme des finances publiques devrait s'appuyer sur des mesures durables en matière de recettes, un renforcement de l'administration fiscale, une meilleure efficacité des dépenses et une réorientation vers des domaines prioritaires porteurs de croissance, tels que les infrastructures, les compétences et une protection sociale bien ciblée. Dans les pays fortement endettés, le rééquilibrage budgétaire peut aussi passer par une rationalisation plus poussée des dépenses et une gestion active des risques de taux d'intérêt et de refinancement.

Les réformes structurelles peuvent faciliter les arbitrages macroéconomiques grâce à une plus grande flexibilité et à des capacités renforcées. Pour affronter les difficultés actuelles, il faut commencer par mettre en place des mesures visant à renforcer le dynamisme des entreprises. En adoptant plus rapidement des technologies renouvelables et économes en énergie afin d'améliorer la sécurité énergétique, les pays peuvent limiter leur vulnérabilité face à de futurs chocs de prix et contribuer à la réalisation des objectifs climatiques. Il est possible de tirer un meilleur parti des avantages de l'IA et de la transformation numérique en investissant dans les compétences, l'énergie et les infrastructures numériques, ainsi qu'en mettant en place une gouvernance solide en matière de données et de cybersécurité. À une échelle plus macroéconomique, une correction des déséquilibres intérieurs — poursuite du rééquilibrage en Chine, assainissement crédible des finances publiques aux États-Unis et intégration plus poussée du marché unique au sein de l'Union européenne — renforcerait l'ajustement au niveau mondial.

Des règles économiques internationales faisant l'objet d'un consensus sont indispensables pour assurer une croissance plus durable et favoriser l'intégration économique mondiale. Les cadres de politique commerciale devraient être transparents, prévisibles et mutuellement avantageux. Les mesures commerciales prises pour faire face aux répercussions transfrontalières, notamment celles liées aux politiques industrielles, devraient être soigneusement ciblées. Les règles commerciales devraient être modernisées afin de tenir compte des évolutions structurelles, telles que l'importance croissante des services et de la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Les accords régionaux et plurilatéraux peuvent être utiles s'ils permettent de réduire au minimum les distorsions.

La coopération internationale reste fondamentale pour gérer les effets de contagion entre pays, notamment les pressions sur les marchés des produits de base, les flux de réfugiés et les vulnérabilités liées à la dette. Il convient d'éviter les interdictions d'exporter, car non seulement ces mesures accentuent les difficultés rencontrées par les partenaires commerciaux, en provoquant des pénuries d'approvisionnement et en augmentant la volatilité des prix à l'échelle mondiale, mais aussi elles faussent l'allocation des ressources au niveau national en faisant baisser artificiellement les prix sur le marché intérieur. Les prêts du FMI peuvent offrir un important filet de sécurité face aux problèmes de liquidité, mais les pays en situation de surendettement peuvent également avoir besoin d'un processus rapide et ordonné de résolution de la dette, soutenu par des progrès continus conformément au Cadre commun du Groupe des Vingt et à la table ronde mondiale sur la dette souveraine.

# MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

**Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections**  
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an									
	Projections				Écart par rapport aux projections des PEM d'avril 2026 1/		4 <sup>e</sup> trim. sur 4 <sup>e</sup> trim. 2/			
	2024	2025	2026	2027	2026	2027	2025	2026	2027	
<b>Production mondiale</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>3,4</b>	<b>2,9</b>	<b>3,4</b>	
<b>Pays avancés</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1,9</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	
États-Unis	2,8	2,1	2,3	2,2	0,0	0,1	2,0	2,3	2,1	
Zone euro 3/	1,0	1,4	0,9	1,2	-0,2	0,0	1,2	1,0	1,5	
Allemagne	-0,5	0,2	0,7	1,0	-0,1	-0,2	0,4	0,5	1,2	
France	1,4	0,9	0,6	0,9	-0,3	0,0	1,1	0,4	1,0	
Italie	0,8	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,9	0,1	1,0	
Espagne	3,5	2,8	2,1	1,8	0,0	0,0	2,6	1,5	2,2	
Japon	-0,2	1,1	0,6	0,7	-0,1	0,1	0,4	1,1	0,8	
Royaume-Uni	1,0	1,4	1,0	1,3	0,2	0,0	1,0	0,9	2,1	
Canada	2,0	1,9	1,1	1,7	-0,4	-0,2	0,7	2,1	1,0	
Autres pays avancés 4/	2,5	3,0	2,8	2,3	0,2	0,1	4,1	1,6	2,7	
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,5</b>	<b>4,5</b>	<b>3,8</b>	<b>4,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>4,5</b>	<b>3,9</b>	<b>4,5</b>	
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,5	5,6	5,0	4,8	0,1	0,0	5,5	4,5	5,4	
Chine	5,0	5,0	4,6	4,1	0,2	0,1	4,6	4,0	4,9	
Inde 5/	7,1	7,7	6,4	6,7	-0,1	0,2	7,8	5,8	6,8	
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,8	2,0	1,9	2,1	-0,1	0,0	1,8	2,3	1,9	
Russie	4,9	1,0	1,1	1,1	0,0	0,0	0,7	1,9	0,1	
Amérique latine et Caraïbes	2,4	2,4	2,4	2,7	0,1	0,0	2,1	3,0	2,2	
Brésil	3,4	2,3	2,4	2,2	0,5	0,2	2,0	2,9	2,1	
Mexique	1,5	0,5	1,2	1,9	-0,4	-0,3	1,6	1,5	1,7	
Moyen-Orient et Asie centrale	3,1	3,7	0,7	6,5	-1,2	1,9	...	...	...	
Arabie saoudite	2,6	4,6	1,7	5,5	-1,4	1,0	5,2	1,8	5,6	
Afrique subsaharienne	4,2	4,5	4,3	4,5	0,0	0,1	...	...	...	
Nigéria	4,1	4,0	4,1	4,3	0,0	0,0	3,9	3,8	4,5	
Afrique du Sud	0,5	1,1	1,1	1,3	0,1	0,0	1,5	0,5	2,0	
<i>Pour mémoire</i>										
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,9	2,9	2,4	2,8	-0,2	0,2	2,7	2,5	2,7	
Union européenne	1,2	1,6	1,2	1,4	-0,1	0,0	1,4	1,2	1,6	
ASEAN-5 6/	4,8	4,5	4,1	4,3	0,0	-0,1	4,8	3,5	4,9	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,7	3,3	-0,5	7,3	-1,6	2,5	...	...	...	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,5	4,4	3,7	4,4	-0,1	0,3	4,5	3,9	4,5	
Pays en développement à faible revenu	4,3	4,8	4,8	4,9	0,0	0,0	...	...	...	
<b>Volume du commerce mondial (biens et services) 7/</b>	<b>3,7</b>	<b>5,0</b>	<b>3,5</b>	<b>4,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	...	...	...	
Pays avancés	2,3	4,2	3,4	3,3	0,9	0,4	...	...	...	
Pays émergents et pays en développement	6,1	6,4	3,6	5,8	0,5	0,6	...	...	...	
<b>Cours des produits de base</b>										
Pétrole 8/	-1,8	-14,4	31,8	-11,8	10,4	-4,2	-15,1	38,5	-11,2	
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	3,7	9,9	18,6	1,3	-3,1	-0,6	14,4	10,8	1,3	
<b>Prix à la consommation dans le monde 9/</b>	<b>5,8</b>	<b>4,1</b>	<b>4,7</b>	<b>3,9</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>3,5</b>	<b>4,3</b>	<b>2,9</b>	
Pays avancés 10/	2,6	2,5	3,0	2,4	0,2	0,2	2,5	3,3	2,0	
Pays émergents et pays en développement 9/	8,0	5,2	5,8	4,8	0,3	0,2	4,2	5,1	3,6	

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 11 mai et le 8 juin 2026. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. «...» indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

1/ Différence basée sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) et celles d'avril 2026. Les pays dont les prévisions ont été mises à jour par rapport à celles d'avril 2026 représentent 90 % du PIB mondial en parités de pouvoir d'achat.

2/ Pour la production mondiale et la production des pays émergents et des pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent, respectivement, environ 90 % de la production annuelle mondiale et 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement, en parités de pouvoir d'achat.

3/ Les projections de croissance trimestrielle du PIB pour la zone euro sont calculées à partir des résultats de six pays (Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie et Pays-Bas), qui représentent environ 85 % du PIB de la zone euro.

4/ Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro. La projection de croissance du PIB de 2027 du 4<sup>e</sup> trimestre sur le 4<sup>e</sup> trimestre représente environ 44 % de la production du groupe en parités de pouvoir d'achat.

5/ Dans le cas de l'Inde, les données et projections sont présentées par exercice budgétaire, et l'exercice 2024/25 (qui commence en avril 2024) apparaît dans la colonne 2024. Les projections de croissance de l'Inde sont de 7,0 % en 2026 et de 6,4 % en 2027, sur la base de l'année civile.

6/ Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande. Note : ASEAN = Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

7/ Moyenne simple des taux de croissance du volume des importations et des exportations (biens et services).

8/ Moyenne simple des cours du pétrole brut UK Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Les hypothèses retenues pour le cours moyen du pétrole, sur la base des marchés à terme (au 10 juin 2026), sont les suivantes : 89,27 dollars le baril en 2026 et 78,70 dollars le baril en 2027.

9/ Hors Venezuela.

10/ Les projections de taux d'inflation pour la zone euro sont de 2,9 % en 2026 et 2,3 % en 2027 ; de 2,3 % en 2026 et 2,5 % en 2027 pour le Japon ; et de 3,6 % en 2026 et 2,4 % en 2027 pour les États-Unis.

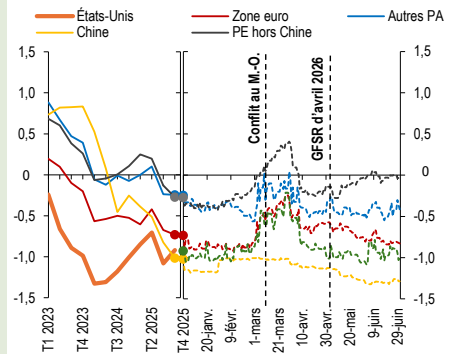
# ENCADRÉ 1. MISE À JOUR DU RAPPORT SUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE DANS LE MONDE

**Les bons résultats des entreprises et la résilience de l'économie mondiale ont contribué à protéger le système financier des répercussions du conflit au Moyen-Orient.** Les conditions financières restent accommodantes et se sont encore assouplies dans la perspective d'une désescalade du conflit ; les écarts de taux sur les obligations d'entreprises se maintiennent à des niveaux historiquement bas et les marchés des actions se sont raffermis depuis l'édition d'avril 2026 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, malgré la hausse des taux directeurs anticipés par les marchés (graphique 1.1). Au premier trimestre 2026, les bénéfices de plus de 80 % des entreprises de l'indice S&P 500 ont dépassé les estimations, ce qui a permis au ratio cours/bénéfice moyen de se maintenir globalement à un niveau historiquement élevé (les bénéficiaires estimés des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et à l'énergie ont été peu révisés). La concentration des actions dans les entreprises du secteur de l'intelligence artificielle (IA) sur les marchés boursiers, déjà abordée dans les précédentes éditions du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, n'a cessé de s'accroître. Les marchés boursiers fortement exposés à l'IA — Corée, Japon, province chinoise de Tawan et États-Unis — ont jusqu'à présent surpassé les autres au cours du deuxième trimestre 2026.

**L'éventualité d'effets de second tour liés à la hausse des prix de l'énergie a entraîné un relèvement des trajectoires attendues des taux directeurs jusqu'en 2026, malgré le recul des cours du pétrole brut par rapport aux niveaux élevés enregistrés auparavant** (graphique 1.2). Plusieurs banques centrales, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents, ont déjà commencé à relever leur taux directeur. Les rendements à long terme sont également en hausse à l'échelle mondiale et l'incertitude entourant l'inflation risque d'aggraver les facteurs de vulnérabilité budgétaire, comme analysé dans l'édition d'avril 2026 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde.

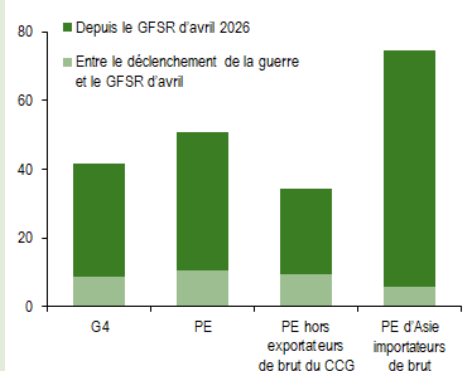
**La réévaluation des taux directeurs dans les pays émergents a varié considérablement, reflétant les différences entre les pays en matière de dépendance énergétique soulignées dans l'édition d'avril 2026 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde.** Dans les pays émergents asiatiques importateurs de pétrole brut, la détérioration des termes de l'échange a assombri les perspectives d'inflation et exercé une pression sur les taux de change, ce qui a entraîné une réévaluation à la hausse plus marquée des trajectoires attendues des taux directeurs. En revanche, la monnaie des pays exportateurs d'énergie hors Moyen-Orient a enregistré de meilleures performances, ce qui a contribué à maîtriser les anticipations d'inflation et les primes de risque. Les flux d'investissements de portefeuille vers les pays émergents se sont stabilisés après le net repli observé tout au début du conflit. L'appétit des investisseurs pour la dette en devises fortes reste soutenu et plusieurs titres à haut rendement de pays émergents et de pays préémergents ont été émis avec succès à l'international.

**Graphique 1.1. Les conditions financières s'assouplissent après le durcissement qui a suivi le conflit**



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Dealogic ; Europace AG/Haver Analytics ; sources de données nationales ; calculs des services du FMI.  
Note : L'indice des conditions financières du FMI est conçu de manière à refléter la tarification du risque. On trouvera la méthodologie dans l'annexe 1.1 en ligne de l'édition d'octobre 2018 du GFSR. Plus le score est faible (élevé), plus les conditions financières sont souples (restrictives). Les lignes en tiret représentent les indices quotidiens estimés à l'aide des données de marché à haute fréquence. GFSR = Rapport sur la stabilité financière dans le monde ; PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

**Graphique 1.2. Les taux directeurs devraient augmenter**  
(Hausse moyenne attendue des taux directeurs au T4 2026 ; points de base)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.  
Note : Le G4 comprend les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et les pays de la zone euro. L'échantillon des PE comprend l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, les Philippines, la Pologne et la Thaïlande. CCG = conseil de coopération du Golfe ; GFSR = Rapport sur la stabilité financière dans le monde ; PE = pays émergents.

# MISE À JOUR DES PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE : ANNEXE

**Tableau 1 de l'annexe. Croissance du PIB réel dans plusieurs pays**

(Variation en pourcentage)

	2024	2025	Projections		Écart par rapport aux projections des PEM d'avril 2026 1/	
			2026	2027	2026	2027
Argentine	-1,3	4,4	3,5	4,0	0,0	0,0
Australie	1,0	2,0	1,9	1,7	-0,1	0,0
Bésil	3,4	2,3	2,4	2,2	0,5	0,2
Canada	2,0	1,9	1,1	1,7	-0,4	-0,2
Chine	5,0	5,0	4,6	4,1	0,2	0,1
Égypte 2/	2,4	4,4	4,6	4,4	0,4	-0,4
France	1,4	0,9	0,6	0,9	-0,3	0,0
Allemagne	-0,5	0,2	0,7	1,0	-0,1	-0,2
Inde 2/	7,1	7,7	6,4	6,7	-0,1	0,2
Indonésie	5,0	5,1	5,0	5,1	0,0	0,0
Iran 2/ 3/	3,7	-0,8	-5,4	2,9	0,7	-0,3
Italie	0,8	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0
Japon	-0,2	1,1	0,6	0,7	-0,1	0,1
Kazakhstan	5,0	6,5	4,6	4,4	0,0	0,0
Corée	2,2	1,1	2,6	2,5	0,7	0,4
Malaisie	5,2	5,2	4,7	4,3	0,0	0,0
Mexique	1,5	0,5	1,2	1,9	-0,4	-0,3
Pays-Bas	1,1	1,8	1,0	1,3	-0,2	-0,1
Nigéria	4,1	4,0	4,1	4,3	0,0	0,0
Pakistan 2/	2,6	3,2	3,6	3,5	0,0	0,0
Philippines	5,7	4,4	3,9	5,5	-0,2	-0,3
Pologne	3,2	3,7	3,4	2,4	0,1	0,0
Russie	4,9	1,0	1,1	1,1	0,0	0,0
Arabie saoudite	2,6	4,6	1,7	5,5	-1,4	1,0
Afrique du Sud	0,5	1,1	1,1	1,3	0,1	0,0
Espagne	3,5	2,8	2,1	1,8	0,0	0,0
Thaïlande	2,9	2,4	1,9	2,2	0,4	0,1
Türkiye	3,3	3,6	2,9	3,6	0,5	0,1
Royaume-Uni	1,0	1,4	1,0	1,3	0,2	0,0
États-Unis	2,8	2,1	2,3	2,2	0,0	0,1

Source : calculs des services du FMI.

Note : Les pays sélectionnés représentent environ 83 % de la production mondiale. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

1/ Différence basée sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM et celles d'avril 2026.

2/ Les données et prévisions sont présentées sur la base d'un exercice budgétaire.

3/ Les prévisions sur l'Iran sont soumises à une forte incertitude en raison de la dynamique géopolitique et des tensions.